

*Assurance-chômage—Loi*

Il est certain que la première partie du discours du trône, où il était question de répondre aux besoins des personnes, n'a pas été mise en application en ce qui concerne les chômeurs auxquels s'intéresse le bill C-3. Le gouvernement pourrait au moins créer des emplois en assurant l'approvisionnement en énergie. En effet, le deuxième objectif exposé dans le discours du trône, c'était d'assurer l'approvisionnement en énergie à un prix raisonnable pour tous les Canadiens. Si cette promesse s'était matérialisée, nous pourrions employer un bien plus grand nombre de Canadiens, dont beaucoup sont au chômage à cause des difficultés de l'industrie forestière de l'Ouest et de l'industrie automobile, sans parler de tous ceux qui sont obligés d'abandonner leurs fermes.

Le prix des produits pétroliers a tellement augmenté que les agriculteurs vendent parfois leurs produits à des prix inférieurs aux coûts de production. Nous les obligeons donc, eux aussi, à aller grossir les rangs des chômeurs. Je pense qu'il faut intervenir dans le domaine de l'approvisionnement en énergie.

Les députés du parti libéral ont parlé à la Chambre d'un prix «made in Canada». En effet, ils ne parlent pas vraiment d'un prix «made in Canada». Ils envisagent plutôt un prix subventionné, le prix auquel l'Ouest devrait vendre ses produits, sans considération d'équité. L'Est importe des produits pétroliers, et nous en subventionnons donc le coût. Ce n'est pas un prix «made in Canada»; c'est un prix subventionné pour les gens de l'Est, et une escroquerie pour un grand nombre de gens de l'Ouest.

En Saskatchewan par exemple, nous pourrions créer de nombreux emplois et réduire pratiquement à zéro le taux de chômage, si seulement l'État fédéral voulait vraiment rechercher un prix établi au Canada. Cela pourrait être réalisé en implantant une usine de traitement de brut lourd quelque part dans le nord-ouest de Saskatchewan. C'est une question que j'ai abordée avec le Northwest Economic Development Council et la Saskatchewan Oil and Gas Corporation. Nous essayons de mettre au point un programme de traitement du brut lourd dans le nord-ouest de la Saskatchewan.

Beaucoup de députés, peut-être, ne se rendent pas compte qu'en ce moment, l'ouest du Canada—en particulier la Saskatchewan—est contraint d'exporter son brut lourd parce qu'il n'a pas d'usine de traitement. Ce pétrole lourd s'en va aux États-Unis où on le traite et l'amène au degré de fluidité qui nous permet de l'utiliser. Cela fait que le gouvernement de la Saskatchewan doit verser 500 millions par année à l'État fédéral en taxes à l'exportation. Si cette usine de traitement était construite dans le nord-ouest de la Saskatchewan, nous ne serions pas contraints d'exporter ce brut lourd. Il pourrait être traité dans le nord-ouest de la Saskatchewan. Cela créerait beaucoup d'emplois et éliminerait à peu près le chômage ou maintiendrait en tout cas son taux à moins de 4 p. 100.

En ce moment, il y a très peu de chômage en Saskatchewan à cause de la sage gestion du premier ministre Allan Blakeney et du NPD. Un taux de chômage plafonné à moins de 4 p. 100 aiderait le reste du Canada. Je ne pense pas que dans ces conditions les employeurs et les salariés rechigneraient à pren-

dre à leur charge la totalité du coût des prestations de chômage, puisque ce coût serait alors très bas.

Nous pourrions créer des emplois en réalisant une chose que le NPD a prônée au cours de la dernière campagne électorale. Nous avons dit qu'il fallait construire un pipe-line depuis l'Ouest jusqu'à l'Est, au moins jusqu'à Québec où il y a déjà des raffineries. Il y a également des stations de pompage réalisées pour les importations de produits pétroliers. Il en a été question dans le discours du trône, mais rien ne se fait. Cela également créerait beaucoup d'emplois, non seulement en Saskatchewan, en Alberta et dans l'Ouest, mais dans l'ensemble du Canada. Dans toutes les provinces que le pipe-line traverserait, ainsi que, dans l'est du Canada, dans la zone de distribution du pétrole et du gaz actuellement produit dans l'Ouest.

● (1600)

Nous pourrions commencer à établir un prix canadien quand nous demanderons à l'Alberta d'arrêter d'exporter vers les États-Unis des milliards de milliards de pieds cubes de gaz naturel que les Canadiens pourraient utiliser. Faisons l'inventaire de nos ressources énergétiques, qu'il s'agisse de l'énergie nucléaire, de l'énergie hydro-électrique produite à partir du pétrole, du gaz naturel ou du pétrole brut. Voyons d'abord quels sont nos propres besoins et exportons ce que nous avons en trop. Nous pourrions ainsi créer des emplois et contribuer à faire baisser le taux de chômage et à remplacer les emplois que nous perdons rapidement à cause de la fermeture des usines d'automobiles.

Comme le disait le discours du trône, nous devrions chauffer davantage nos maisons au gaz naturel. Cette conversion créerait déjà des emplois. Mais surtout, il faut examiner le rôle que devrait jouer Petro-Canada dans l'industrie pétrolière de notre pays. Le gouvernement a déclaré dans la deuxième partie de son discours du trône qu'il voulait approvisionner tous les Canadiens en énergie à un prix équitable et, que Petro-Canada devrait rester une société de la Couronne et qu'il fallait même élargir son rôle.

Le nouveau parti démocratique approuve la position adoptée par le gouvernement à l'égard de Petro-Canada avant la campagne électorale. En fait, en 1972, nous avons forcé le gouvernement libéral à créer Petro-Canada. Nous convenons avec les Libéraux que Petro-Canada doit rester une société de la Couronne et qu'il faut élargir son rayon d'action. Néanmoins, le gouvernement ne s'oriente pas tout à fait dans la bonne voie à cet égard. Il a déclaré dans le discours du trône que le Canada devait devenir propriétaire de la moitié de l'industrie pétrolière d'ici 1990. Cela ne suffit pas. C'est un progrès mais ce n'est pas encore suffisant.

Par exemple, en 1978, nous étions propriétaire de 1 p. 100 de l'industrie du raffinage au Canada. Quand vous ne possédez que 1. p. 100 d'une affaire qui appartient à 99 p. 100 à des étrangers, le gouvernement a du mal à prévoir des emplois pour les Canadiens dans une industrie qui échappe entièrement à son contrôle. Les sociétés étrangères profitent de nos gens et de nos ressources et exportent nos emplois, car si l'argent quitte le pays, les emplois aussi.